



REPONSES AUX DEMANDES D'ECLAIRCISSEMENT #1 et ADDITIF #1

Dossier d'Appel d'Offres

Marchés de Travaux et fourniture de mobiliers

Réhabilitation/extension de trois (3) Lycées nationaux sur les îles d'Anjouan et Mohéli

Lot 1: Lycée de Fomboni à Mohéli

Lot 2: Lycée de Domoni à Anjouan

Lot 3: Lycée de Mutsamudu à Anjouan

AOIN° : AOI/01/MEN-PAES-TLYC/2024-BLM

Date de publication : 20/03/2024

Date limite de dépôt des propositions : 15/05/2024

Autorité Contractante : Ministère de l'Education Nationale de l'Union des Comores

Section I : Réponses aux questions posées au cours de la réunion préparatoire du 17/04/24

Les réponses aux questions pour clarifications sont résumées dans le tableau suivant :

QUESTIONS	RESPONSES A LA QUESTION
Pouvez vous clarifier les modalités de remise des offres	<p>Comme indiqué dans l'IS20.1 des données particulières, les offres peuvent être remises, au choix, selon les deux modalités suivantes :</p> <p><u>En format physique</u> à l'adresse suivante : A l'attention de Monsieur le Secrétaire Général Ministère de l'Education Nationale Adresse : Avenue de la République du Sénégal, Moroni Union des Comores</p> <p><u>En format électronique</u> sur la plateforme Marchés Online, en cliquant sur le lien suivant : lien Ou à l'adresse suivante : https://www.achatpublic.com/sdm/ent2/gen/accueil.action Mot clé : 3836135 Le dépôt de l'offre se fait en cliquant sur l'icone « REPONDRE »</p> <p>CONSEIL : pour tenir compte du temps de chargement ne pas s'y prendre à la dernière minute (il est conseillé de s'y prendre la veille), car la date et l'heure de remise de l'offre est arrêtée lorsque le dossier est totalement téléchargé.</p>
Les visites des sites sont -elles obligatoires ?	<p>Les visites ne sont pas obligatoires, mais sont fortement recommandées.</p> <p>Comme indiqué dans le DAO I.S 7.4 <u>La possibilité est donnée aux entreprises de visiter les 3 sites des travaux sur demande</u> après prise de rendez vous préalable auprès du Responsable de chaque lycée à travers la CGP Bundo la Malezi</p> <p>Contact : blm.rpm.yasminaabdoulmadjid@gmail.com Copie : amo.cgp.men.comores@gmail.com</p>
Pouvez-vous clarifier les assurances exigées ?	<p>Une assurance responsabilité civile et professionnelle est exigée . Elle doit être étendue aux ouvrages existants. L'assurance décennale n'est pas demandée.</p>
Pouvez-vous nous indiquez si, en tant qu'entreprise étrangère, les visas nécessaires pour nos personnels seront difficiles à obtenir ?	<p>Les visas d'entrée aux Comores s'obtiennent sans difficulté une fois acquis tous les justificatifs. Pour un entrepreneur étranger exerçant sur place, il ne sera pas difficile d'obtenir le visa pour son personnel à condition que la liste des personnels travaillant sur un projet soit communiquée au Maître d'ouvrage qui à son tour facilitera l'obtention des</p>

QUESTIONS	RESPONSES A LA QUESTION
	visas par l'établissement de lettres d'invitation à l'usage des consulats.
Pouvez-vous confirmer qu'aucune garantie de soumission n'est exigée pour le dépôt de l'offre ?	Comme précisé dans l'IS 19.1 aucune Garantie de Soumission n'est requise.
Le BPU (Bordereau des prix unitaire) est manquant dans le DAO, pourquoi ?	Comme indiqué dans la sous-clause 14.1 du CCAP, le marché est à Prix Global et Forfaitaire. <u>Il ne s'agit pas d'un marché à prix unitaire</u> , le DAO ne comporte donc pas de BPU, mais un Cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (CDPGF).
Les entreprises doivent fournir leur propre quantité ? Comment se passe l'évaluation de l'offre si chaque entreprise propose son prix et ses quantités ?	L'entreprise doit calculer ses propres quantités et remplir les colonnes prévues à cet effet dans les tableaux du CDPGF. Les entreprises seront responsables de leurs quantités indiqués dans le CDPGF. Ces quantités ne pourront pas être renégociées en cours de marché. Les quantités fournies par le Maître d'œuvre dans le CDPGF n'ont pour objet que de servir de contrôle. En cas d'écart significatif, ne pas hésiter à poser une question via la plateforme. L'évaluation se fera sur la base du prix global et forfaitaire des entreprises indiqués dans el formulaire de soumission. NB : <ul style="list-style-type: none"> - Il faut respecter la présentation du CDPGF. Certains ouvrages sont répartis par bâtiments, d'autres sont regroupés de manière globale par type de poste (exemple : les fondations) - Les lignes marquées pour mémoire "pm" sont un rappel d'une prestation due, pour la quelle il n'est pas demandé de sortir un prix explicitement. - Lorsqu'il est indiqué "ens." cela signifie qu'il faut indiqué un prix sans en détailler les quantités. <u>Rappel : Un CDPGF n'est pas un bordereau de prix unitaire, mais une décomposition conventionnelle d'un prix global et forfaitaire.</u>
Certaines quantités sont nulles ? Pourquoi ?	Nous confirmons que certaines quantités sont indiquées nulles pour certains bâtiments lorsque le bâtiment n'est pas concerné par le poste désigné.
Qu'est ce qui est prévu pour pouvoir exécuter les travaux en site occupé ?	Lot 1 : Le plan C8, finalisé en concertation avec le proviseur est un plan d'intervention de chantier. A savoir les plans : - "2232-LFC-DCE-C.8.1 Plan d'installation de chantier - Etape 01" Et

QUESTIONS	RESPONSES A LA QUESTION
	<p>- "2232-LFC-DCE-C.8.2" Plan d'installation de chantier - Etape 02" précisent les deux phases d'intervention pour les constructions neuves et pour les réhabilitations au sein du lycée de Fomboni. Ils seront à confirmer en exécution avec le proviseur et la Maîtrise d'œuvre au moment du démarrage des travaux.</p> <p>Lot 2+3 : Tout ce qui peut être réalisé en chantier "clos et indépendant" doit l'être. Le planning joint à l'appel d'offres sera à affiner avec chaque proviseur de lycée. Pour le reste (travaux diffus sur l'ensemble du site, type VRD) ils seront à réaliser pendant les vacances scolaires.</p>
Pourquoi le délai d'achèvement de la tranche ferme du LOT 1 est une date et non pas un délais ?	<p>Conformément à la sous-clause 1.1.3.3, il est visé août 2025 pour l'achèvement de la tranche ferme, et 6 mois supplémentaires (susceptibles d'être revus en commun accord avec les MOE et MO) en cas d'affermissement d'une partie des tranches conditionnelles.</p> <p>La livraison de la tranche ferme doit en effet pouvoir avoir lieu avant la rentrée de septembre 2025. Le contenu de la tranche ferme permet de viser cet objectif dès lors que le marché sera signé au cours de la période de validité des offres.</p>

Section II : Additif

La mention ci-dessous est ajouté au sous-paragraphe IS 7.1 relatif aux demandes d'éclaircissement de la Section II - Données particulières :

« La demande d'éclaircissement doit être adressée 2 semaines au plus tard, avant la date limite de remise des offres ».
La date limite d'envoi de demandes d'éclaircissement est donc le **30/04/2024**.